

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'agriculture, du patrimoine naturel et de la pêche L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Fromages
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement concernant les fromages pris au titre de la Loi sur la qualité des produits agricoles
6.	Teneur: Le Règlement concernant les fromages pris au titre de la Loi sur la qualité des produits agricoles énonce les conditions auxquelles doivent satisfaire les producteurs (des Pays-Bas, des Etats membres de la CE et des pays tiers) pour pouvoir utiliser un nom commercial établi par ce règlement pour les fromages décrits dans ce même règlement. L'emploi de ce nom commercial dépend des matières premières utilisées et de leur qualité. Il existe également des restrictions à l'utilisation d'additifs. Enfin, le produit final et son conditionnement doivent satisfaire à quelques exigences.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: En application de la Loi sur la qualité des produits agricoles, un vaste système de qualité pour les fromages a été mis en place en 1982. Ce système visait principalement à promouvoir les ventes de fromages par la fixation d'un niveau de qualité obligatoire applicable à tous les producteurs néerlandais. Le gouvernement des Pays-Bas a maintenant décidé de simplifier considérablement ce système, en partie parce qu'il n'est plus adapté à la notion actuelle de partage des responsabilités entre les pouvoirs publics et les entreprises. Pour autant, il n'est pas souhaitable de supprimer entièrement ce système de qualité pour les fromages. C'est dans le but d'établir un système de qualité régi par la loi qui soit mieux adapté au concept actuel de partage des responsabilités entre les pouvoirs publics et les professionnels du secteur que le règlement notifié a été élaboré. Ce texte se distingue essentiellement du règlement précédent par le fait que l'adhésion au système de qualité est entièrement facultative, alors qu'auparavant elle était obligatoire. En outre, le règlement proposé prévoit seulement un système de qualité couvrant les fromages, alors que le précédent texte définissait un système de qualité pour plusieurs produits, y compris les fromages transformés et la poudre de fromage. Enfin, les prescriptions concernant la qualité des fromages sont moins nombreuses dans le nouveau texte.

8.	Documents pertinents: 1) Loi sur la qualité des produits agricoles 2) Décret concernant les produits laitiers pris au titre de la Loi sur la qualité des produits agricoles
9.	Date projetée pour l'adoption: 13 mars 1998 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 16 mars 1998
10.	Date limite pour la présentation des observations: 12 mars 1998
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme: